

# Résolution du Conseil national du PCF – 6 septembre 2020

## Pour nous, l'urgence, c'est la sécurité de l'emploi !

---

### *Lancement d'une campagne nationale des communistes*

La Covid-19 a révélé l'échec des politiques d'austérité et de la course aux profits qui épuise la nature et sacrifie les êtres humains, à commencer par les femmes, au détriment de toute la société.

**Le grand gagnant du plan « France relance » présenté par le Premier ministre, c'est le capital.** Ce sont les mêmes vieilles recettes néo-libérales de baisse des impôts qui sont utilisées, sans aucune garantie de développement de l'emploi. 20 milliards sont donnés sans contrepartie. Pire, à l'image du CICE, l'argent public est massivement versé à des entreprises qui licencient. La France a besoin d'un changement majeur de politique.

Pour sortir de la crise, **l'heure est venue de construire le système d'après.**

Le chômage et la précarité ne sont pas une fatalité ! **Nous proposons d'engager une révolution sociale et écologique de la production, en partant de l'emploi pour répondre aux défis de notre temps en imposant deux exigences :**

- **Mettre l'argent de l'État, des banques, des entreprises au service de l'emploi et des services publics.** Il faut baisser le coût du capital (dividendes, intérêts bancaires), pas celui du travail !
- **Créer nouveau système garantissant une sécurité d'emploi et de formation.** Plus que jamais, la crise sanitaire et économique nécessite de permettre à chacune et chacun de conjuguer liberté par une mobilité choisie et sécurité accrue de ses revenus et de ses droits.

Cette proposition prend appui sur l'aspiration partagée à une formation et à une mobilité choisies, à un travail utile et qui ait du sens, à l'égalité professionnelle femmes-hommes, comme sur la nécessité d'élever le niveau de formation et de qualification. Et parce que nous ne pouvons pas faire confiance au marché pour organiser la production, cela exige de nouveaux pouvoirs des travailleur·euse·s, des citoyen·ne·s et la construction de nouvelles institutions politiques.

En lien avec cette proposition, **nous portons immédiatement cinq exigences dans le débat public à travers une pétition nationale :**

- Interdire les licenciements des grands groupes bénéficiant de fonds publics et instaurer un droit de contre-proposition des salarié·e·s et des habitant·e·s permettant de mobiliser l'argent des banques.
- Objectif Zéro jeune rentrant sur le marché de l'emploi au chômage ou sans formation correctement rémunérée.
- Augmentation des salaires, des minima sociaux, un revenu minimum décent pour les 18-25 ans, l'application stricte de l'égalité professionnelle femmes-hommes et la fin du racisme et de toutes les discriminations.

- Un plan d'embauches et de formations dans la santé et l'Éducation nationale ainsi que l'annulation des fermetures de lits, d'hôpitaux, de classes et de postes. Le remplacement de Pôle emploi par la mise en place d'un service public de l'emploi et de la formation, doté d'une mission de sécurisation et de formation.
- Un fonds de sécurisation de l'emploi, de la formation et pour la transition écologique, géré démocratiquement, pour agir sur les décisions des grandes entreprises et des banques et faire contribuer le capital et les profits.

Nous appelons les communistes à se mobiliser dans chaque département pour faire émerger les besoins en matière d'emploi et en solidarité avec les salarié-e-s menacé-e-s par des plans de licenciements.

**Partout en France, proposons à nos concitoyen-ne-s – salarié-e-s, habitant-e-s, élu-e-s – de créer des comités** de défense des emplois, des compétences, des capacités de production pour les accompagner dans leurs luttes, demander des comptes sur l'utilisation de l'argent et faire des propositions pour l'emploi et la transition écologique.

C'est en partant de ces luttes que nous pourrions appeler à la création de conférences permanentes (régionales et nationale) pour l'emploi, la formation et la transformation productive écologique, institutions publiques nouvelles devant lesquelles des engagements chiffrés d'emplois et de mises en formation seront pris, suivis et contrôlés démocratiquement, en lien avec les besoins de production et de services publics. Ces conférences seront dotées de fonds permettant de mobiliser l'argent des entreprises et des banques.

En lien avec les luttes locales des entreprises et services publics, **nous appelons à des rassemblements, partout en France, les 9 et 10 octobre prochains pour faire progresser une alternative au plan de relance Macron - Castex portant ces exigences.**